

TI_GERICHTE 36.2008.145 vom 9. Dezember 2008

TI Tribunale d'appello, 2008-12-09, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_36.2008.145

FR: TI_GERICHTE 36.2008.145 du 9 décembre 2008

IT: TI_GERICHTE 36.2008.145 del 9 dicembre 2008

Regeste

Richiesta del sussidio per il pagamento del premio dell'assicurazione obbligatoria respinta dall'autorità cantonale in assenza della costituzione di domicilio nel nostro Cantone da parte di una persona arrestata in Ticino e ivi incarcerata. Ricorso accolto e rinvio per nuovi accertamenti

Erwägungen

E. 1

Ogni persona domiciliata in Svizzera deve assicurarsi o farsi assicurare dal proprio rappresentante legale per le cure medico-sanitarie entro tre mesi dall'acquisizione del domicilio o dalla nascita in Svizzera.

E. 2

Il Consiglio federale può prevedere eccezioni all'obbligo d'assicurazione, segnatamente per i dipendenti di organizzazioni internazionali e di Stati esteri.

E. 2.1

Le domicile de toute personne est au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir (art. 23 al. 1 CC), ce qui suppose qu'elle fasse du lieu en question le centre de ses intérêts personnels et professionnels. Deux éléments doivent donc être réalisés pour la constitution du domicile volontaire: le premier, la résidence, soit un séjour effectif d'une certaine durée en un endroit déterminé, est objectif et externe, tandis que le second, soit la volonté de rester dans un endroit de façon durable, est subjectif et interne. Pour cet élément, ce n'est cependant pas la volonté interne de la personne concernée qui importe, mais les circonstances reconnaissables pour des tiers, qui permettent de déduire qu'elle a cette volonté (ATF 133 V 309 consid. 3.1 p. 312 et les arrêts cités). L'intention de se constituer un domicile volontaire suppose que l'intéressé soit capable de discernement au sens de l'art. 16 CC. Cette exigence ne doit pas être appréciée de manière trop sévère (ATF 127 V 237 consid. 2c p. 240) et peut être remplie par des personnes présentant une maladie mentale, dans la mesure où leur état leur permet de se former une volonté (arrêt du Tribunal fédéral des assurances I 282/91 du 21 octobre 1992; EUGEN BUCHER, Commentaire bernois, n. 28 ad art. 23 CC). Aux termes de l'art. 26 CC, le séjour dans une localité en vue d'y fréquenter les écoles, ou le fait d'être placé dans un établissement d'éducation, un hospice, un hôpital, une maison de détention, ne constituent pas le domicile. Cette disposition contient une présomption réfragable que le séjour dans une localité en vue d'y faire des études ou dans l'un des établissements mentionnés n'entraîne pas le transfert à cet endroit du centre des intérêts. Lors du placement dans un établissement par des tiers, on devra donc exclure régulièrement la création d'un domicile à cet endroit, l'installation dans l'établissement relevant de la volonté de tiers et non de celle de l'intéressé. Il en va en

revanche autrement lorsqu'une personne majeure et capable de discernement décide de son plein gré, c'est-à-dire librement et volontairement, d'entrer dans un établissement pour une durée illimitée et choisit par ailleurs librement l'établissement ainsi que le lieu de séjour. Dans la mesure où, lors de l'entrée dans un établissement qui survient dans ces circonstances, le centre de l'existence est déplacé en ce lieu, un nouveau domicile y est constitué. L'entrée dans un établissement doit aussi être considérée comme le résultat d'une décision volontaire et libre lorsqu'elle est dictée par "la force des choses (Zwang der Umstände)", tel le fait de dépendre d'une assistance ou d'avoir des difficultés financières (ATF 133 V 309 consid. 3.1 p. 312 et les arrêts cités).

E. 2.2

Selon les constatations des premiers juges, la volonté de la recourante de se constituer un domicile en Suisse ne peut pas être déduite des circonstances du cas d'espèce, le fait de séjourner depuis octobre 2000 dans un établissement au sens de l'art. 26 CC ne suffisant pas à cet égard. Si la recourante a de nombreux liens avec la Suisse (naissance dans ce pays, scolarité en Suisse depuis 1989, pré-apprentissage à Y., permis de séjour B), ce sont ses parents qui ont choisi l'Institut X., parce qu'il semblait adapté aux problèmes de santé de leur fille. Par ailleurs, hormis les contacts nécessaires qu'elle entretient avec ses thérapeutes et les autres pensionnaires de l'institut, la recourante n'a en définitive pas de liens personnels autres que ceux tissés par l'intermédiaire de ses parents. L'autorité cantonale de recours a en conséquence retenu que les conditions permettant d'admettre l'existence d'un domicile en Suisse n'étaient pas remplies, de sorte que le recours devait être rejeté.

E. 2.3

La juridiction cantonale a nié que la présomption de l'art. 26 CC a été renversée, au motif que ce sont les parents de la recourante qui avaient choisi l'Institut X., parce que cet établissement paraissait adapté aux problèmes de santé présentés par leur fille. Ce raisonnement ne résiste pas à l'examen. La circonstance retenue par les premiers juges - l'adéquation de l'établissement aux besoins de la recourante - ne permet en effet pas d'exclure qu'elle n'a pas elle-même choisi l'établissement (de concert avec sa mère), comme elle le fait valoir dans son recours. Par ailleurs, en appréciant les circonstances extérieures et objectives dont doit ressortir la volonté de l'intéressée de transférer le centre de son existence en Suisse, la juridiction cantonale n'a à tort (cf. art. 105 al. 2 LTF en relation avec l'art. 97 al. 1 LTF) pas pris en considération des éléments de fait en faveur de l'existence d'une telle intention. Ainsi, en sus de la demande (puis l'obtention) d'une autorisation de séjour en Suisse, la recourante a entrepris d'autres démarches concrètes auprès de l'administration suisse en vue de s'y établir, en requérant, en particulier, son affiliation à l'AVS/AI suisse. A défaut d'exercer un travail, elle a été assujettie à l'AVS/AI en tant que personne sans activité lucrative au regard du critère du domicile en Suisse (cf. les art. 1a al. 1 let. a et 3 al. 1 re phrase LAVS en relation avec les art. 1b et 2 LAI), cette affiliation apparaissant alors déterminante pour le système des règles de conflit prévu par le droit européen de la sécurité sociale (cf. en particulier le titre II du règlement [CEE] n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté [ci-après: règlement n° 1408/71; RS 0.831.109.268.1]; infra consid. 4 ss). La recourante a de ce fait versé des cotisations à partir du 1 er janvier 2003 (cf. extrait du compte individuel du 9 février 2004), sans que son affiliation ait été remise en cause avant la décision initiale de l'intimé. Il s'agit là d'une

circonstance qui, si elle n'est pas déterminante à elle seule, constitue un indice sérieux de l'intention de faire de la Suisse le centre de ses intérêts. En ajoutant cet élément aux autres faits retenus par les premiers juges comme liens avec la Suisse (naissance et scolarité dans ce pays, pré-apprentissage à Y., autorisation de séjour en Suisse) et compte tenu de la présomption de capacité de discernement (dont il n'y a pas lieu d'admettre, au regard des constatations de la juridiction cantonale, qu'elle serait renversée), on doit déduire de l'ensemble des circonstances que la recourante a manifesté sa volonté de transférer son centre d'intérêts en Suisse. Partant, la présomption légale de l'art. 26 CC est renversée et la recourante est domiciliée en Suisse.

2.6. Nel settore delle prestazioni complementari all'AVS/AI, con sentenza P 19/06 del 19 giugno 2007, pubblicata in DTF 133 V 309, il TF si è chinato sul caso di un'assicurata che ha chiesto l'assegnazione di una prestazione complementare nel Cantone dove viveva prima di entrare in un istituto per persone con problematiche fisiche gravi necessitanti in maniera durevole di assistenza e cure sito in un altro Cantone. La nostra Massima Istanza ha stabilito che una persona maggiorenne, capace di discernimento, che decide di propria iniziativa, vale a dire volontariamente e autonomamente, di soggiornare a tempo indeterminato in un istituto, scegliendo liberamente stabilimento e luogo dello stesso, assume un nuovo domicilio nel luogo dello stabilimento, nella misura in cui entrandovi trasferisce nello stesso il centro delle sue relazioni personali. Contestualmente l'Alta Corte ha, in particolare, rilevato che: "(...) Der Aufenthalt an einem Ort zum Zweck des Besuchs einer Lehranstalt und die Unterbringung einer Person in einer Erziehungs-, Versorgungs-, Heil- oder Strafanstalt begründen nach Art. 26 ZGB keinen Wohnsitz. Obwohl der Wortlaut nicht ohne weiteres darauf schliessen lässt, wird in Art. 26 ZGB eine widerlegbare Vermutung angestellt, wonach der Aufenthalt am Studienort oder in einer Anstalt nicht bedeute, dass auch der Lebensmittelpunkt an den fraglichen Ort verlegt worden ist; Art. 26 ZGB umschreibt somit im Ergebnis negativ, was Art. 23 Abs. 1 ZGB zum Wohnsitz in grundsätzlicher Hinsicht positiv festhält. Bei der Unterbringung in einer Anstalt, d.h. der Anstaltseinweisung durch Dritte, die nicht aus eigenem Willen erfolgt, wird man regelmässig eine Wohnsitznahme von vornherein ausschliessen müssen. Eine andere Sichtweise ist einzunehmen, wenn sich eine urteilsfähige mündige Person aus freien Stücken, d.h. freiwillig und selbstbestimmt zu einem Anstaltsaufenthalt unbeschränkter Dauer entschliesst und überdies die Anstalt und den Aufenthaltsort frei wählt. Sofern bei einem unter solchen Begleitumständen erfolgenden Anstaltseintritt der Lebensmittelpunkt in die Anstalt verlegt wird, wird am Anstaltsort ein neuer Wohnsitz begründet. Als freiwillig und selbstbestimmt hat der Anstaltseintritt auch dann zu gelten, wenn er vom "Zwang der Umstände" (etwa Angewiesensein auf Betreuung, finanzielle Gründe) diktiert wird (BGE 127 V 237 E. 2b und c S. 239 ff.; BGE 108 V 22 E. 2b und 3b S. 25 f.; Pra 2001 Nr. 131 S. 787 ff., E. 4a und b; RALPH JÖHL, Ergänzungsleistungen zur AHV/IV, in: Schweizerisches Bundesverwaltungsrecht [SBVR], BGE 133 V 309 S. 313 Soziale Sicherheit, 2. Aufl. 2006, Rz. 44 ff.; Wegleitung des BSV über die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV [WEL], Rz. 1018, 1020 f.). (...)

E. 2.7

Infine, con sentenza C 101/04 del 9 maggio 2007, pubblicata in DTF 133 V 367, nell'ambito dell'assicurazione contro la disoccupazione, la nostra Massima Istanza si è chinata sul caso di un assicurato svizzero, di professione consulente finanziario, che, dopo aver disdetto il proprio rapporto di lavoro a causa di motivi di salute, su indicazione del medico curante ha soggiornato all'estero per sottoporsi a cure specifiche in un ambiente

climatico adeguato. A proposito della nozione di domicilio l'Alta Corte, al consid. 4, non pubblicato, si è così espressa: " 4.2 Giusta l'art. 13 LPGA, il domicilio di una persona è determinato secondo le disposizioni degli articoli 23-26 del Codice civile (cpv. 1). Una persona ha per contro la propria dimora abituale nel luogo in cui vive per un periodo prolungato, anche se la durata del soggiorno è fin dall'inizio limitata (cpv. 2). In virtù del rinvio agli art. 23 segg. CC, il domicilio di una persona è pertanto determinato dal luogo in cui essa dimora con l'intenzione di stabilirsi durevolmente (art. 23 cpv. 1 CC). Nessuno può avere contemporaneamente il suo domicilio in più luoghi (art. 23 cpv. 2 CC). La nozione di domicilio presuppone la realizzazione di due condizioni cumulative: la prima, oggettiva, di residenza effettiva, e la seconda, soggettiva, dell'intenzione di stabilirsi durevolmente. Quest'ultima condizione è tuttavia unicamente di rilievo nella misura in cui risulta riconoscibile. Determinante è il luogo in cui si trova il centro degli interessi. Quest'ultimo si trova abitualmente nel luogo di abitazione, vale a dire dove si dorme, si trascorre il tempo libero, dove si trovano gli effetti personali, dove solitamente esiste un allacciamento telefonico e un recapito postale. L'intenzione, riconoscibile all'esterno, deve essere orientata nel senso di una residenza durevole. Tuttavia, l'intenzione di lasciare più tardi un luogo, non esclude la possibilità di stabilirvi il domicilio. Valore indiziario per la risoluzione della questione rivestono l'annuncio e il deposito dei documenti, l'esercizio dei diritti politici, il pagamento delle imposte, eventuali autorizzazioni di polizia degli stranieri ecc. (DTF 127 V 237 consid. 1 pag. 238; 125 V 76 consid. 2a pag. 77 con riferimenti; cfr. pure la sentenza del Tribunale federale delle assicurazioni P 21/04 dell'8 agosto 2005, consid. 4.1.1, pubblicata in SVR 2006 EL no. 7 pag. 25). Per l'art. 24 cpv. 1 CC, il domicilio di una persona, stabilito che sia, continua a sussistere fino a che essa non ne abbia acquistato un altro. La dimora in un luogo allo scopo di frequentarvi le scuole e il collocamento in un istituto di educazione, in un ospizio od asilo, in una casa di salute, di pena o correzione, non costituiscono domicilio (art. 26 CC; DTF 127 V 237 consid. 1 pag. 238 con riferimenti). 4.3 Nel caso di specie non può escludersi che l'assicurato abbia, durante il soggiorno in esame, perso il suo domicilio svizzero per acquistarne uno (o più) nuovo(i) all'estero. 4.3.1 Trattandosi - in virtù del rinvio (indiretto) di cui all'art. 13 LPGA - di interpretare la nozione civilistica di «domicilio» in ambito internazionale, ci sarebbe di per sé da considerare che l'art. 20 LDIP - semmai applicabile in concreto -, pur fornendo una definizione corrispondente a quella del diritto interno (cpv. 1 lett. a; Bernard Dutoit, *Droit international privé suisse, Commentaire de la loi fédérale du 18 décembre 1987*, 4a ed., Basilea/Ginevra/Monaco 2005, no. 1 all'art. 20 LDIP), dichiara inapplicabili al suo cpv. 2, terza frase, le disposizioni del Codice civile svizzero concernenti il domicilio e la dimora, escludendo di conseguenza la possibilità del domicilio sussidiario dell'art. 24 CC, di quello derivato delle persone dipendenti (art. 25 CC), e soprattutto l'eventualità dell'art. 26 CC relativa al soggiorno in uno stabilimento che non può essere costitutivo di un domicilio secondo il diritto interno, ma che può per contro esserlo sul piano internazionale (Dutoit, op. cit., no. 11 all'art. 20 LDIP; cfr. pure la sentenza del Tribunale federale delle assicurazioni K 34/04 del 2 agosto 2005, consid. 3, pubblicata in RAMI 2005 no. KV 344 pag. 360). 4.3.2 Ma anche analizzando la situazione dal solo profilo del CC, nulla impone di ritenere che l'assicurato abbia, durante il soggiorno in esame, mantenuto il domicilio in Svizzera per avere ad esempio dimorato in uno stabilimento ai sensi dell'art. 26 CC. A fare dubitare di una simile conclusione vi sono la constatazione che egli, insieme alla moglie, ha in parte anche alloggiato a notevole distanza dai centri di cura (così, per il soggiorno in Grecia, "entro un raggio di ca. 100 km attorno a G. _____" [osservazioni 11 marzo 2005

del suo patrocinatore]) prendendo in locazione un'abitazione da conoscenti, come pure il fatto che il soggiorno all'estero era organizzato in modo tale che egli disponeva di non poche e lunghe pause, tra una cura e l'altra, che non gli imponevano a priori di "liquidare", come invece ha fatto, la sua presenza in Svizzera (v. per il resto pure DTF 127 V 237 segg. consid. 2b-2d pag. 239 segg., dove questa Corte ha comunque rilevato che anche l'entrata e il soggiorno in una casa di riposo, sebbene associati alla dispensa delle necessarie cure, non configurano una dimora in uno stabilimento ai sensi dell'art. 26 CC, bensì costituiscono un [nuovo] domicilio). 4.3.3 Va quindi ricordato che nelle relazioni euro-internazionali in materia di sicurezza sociale, il domicilio viene determinato dal luogo in cui si trova il centro principale degli interessi (Patricia Usinger-Egger, *Ausgewählte Rechtsfragen des Arbeitslosenversicherungsrechts im Verhältnis Schweiz-EU*, in: Thomas Gächter [editore], *Das europäische Koordinationsrecht der sozialen Sicherheit und die Schweiz, Erfahrungen und Perspektiven*, Zurigo/Basilea/Ginevra 2006, pag. 37 e 39, note 24 e 38). 4.3.4 Ora, sebbene le ragioni finanziarie che hanno indotto l'assicurato ad intraprendere determinati passi, quali segnatamente la disdetta del contratto di locazione relativo all'abitazione, appaiano certamente comprensibili - seppur non sempre imperative considerata ad esempio la possibilità per l'interessato di subaffittare l'appartamento se prevedeva effettivamente di rientrare in Ticino - e spiegabili con le difficoltà o addirittura l'impossibilità di mantenere determinati oneri, locativi, assicurativi e fiscali in Ticino, l'insieme delle circostanze non porta necessariamente ad escludere l'intenzione, riconoscibile esternamente, dello stesso di lasciare la Svizzera per stabilirsi durevolmente all'estero. A prescindere dalla (incontestata) realizzazione della componente oggettiva (residenza effettiva), c'è infatti realmente da domandarsi se anche il centro degli interessi non sia stato effettivamente tradotto all'estero, come peraltro sembrerebbero attestare molti degli atti, sì indiziari ma per questo non certamente marginali, all'inserto. In vista della sua partenza a tempo indeterminato, ma comunque duratura (si vedano ad esempio le osservazioni del 23 febbraio 2004 dello Studio legale Bernasconi & Riva: "Il signor C. _____ ha dovuto spostare il domicilio per gravi motivi di salute [...] in quanto era una necessità [...] sottoporsi a delle cure specifiche in un clima idoneo [secco] per un periodo che chiaramente non poteva essere definito [...]. Queste cure erano [...] di per sé di lunga durata [...]"), l'interessato, come la moglie d'altronde (la coppia non ha figli), ha ritirato il proprio avere di libero passaggio ben sapendo - anche per come era formulata la relativa domanda - che una tale operazione sarebbe stata unicamente possibile in caso di trasferimento definitivo all'estero (art. 5 cpv. 1 LFLP). Allo stesso modo egli ha notificato, con effetto dal 30 aprile 2001, la sua partenza definitiva per la Grecia all'Ufficio controllo abitanti di L. _____, determinando di conseguenza anche il suo stralcio dall'elenco dei contribuenti (v., a contrario, la dichiarazione dell'Ufficio contribuzioni di L. _____ dell'11 aprile 2003 con la quale l'assicurato è stato [re]iscritto "nel ruolo dei contribuenti" con effetto dal 14 marzo 2003 per acquisto del domicilio o della dimora fiscali). Parimenti, i coniugi C. _____ hanno dichiarato anche nei confronti del datore di lavoro, in occasione della disdetta del loro contratto di lavoro, che avrebbero lasciato definitivamente la Svizzera per trasferirsi all'estero. A ciò si aggiunge il fatto che l'assicurato ha pure - anche se non inizialmente, ma solo dopo che la S. _____ gli aveva rifiutato di assumere le cure - disdetto l'assicurazione malattia riattivandola il 1° aprile 2003 in seguito al suo rientro definitivo in Ticino (v. osservazioni 11 marzo 2005 dello Studio legale Bernasconi & Riva). È vero che a tali indizi si contrappongono i rientri regolari in Ticino, durante le pause tra una cura e l'altra, per rendere possibili i controlli del medico curante, il soggiorno, durante questi periodi, presso la suocera, dove sarebbe continuata

anche a pervenirgli la corrispondenza, il deposito del mobilio preso una ditta di L. _____ e il pagamento della tassa di circolazione come pure dell'assicurazione auto. Questi ultimi elementi non appaiono però necessariamente prevalenti e sono in parte relativizzati dalle allegazioni procedurali dell'assicurato stesso, il quale, in sede di ricorso cantonale, ha ad esempio dichiarato quanto segue: "La permanenza estera esige in effetti il cambiamento di domicilio. Solo essendo domiciliato nel paese di cura, il ricorrente avrebbe potuto godere a tutti gli effetti di tutti i tipi di cura, spostandosi liberamente all'interno della Grecia (evitando così mille peripezie per rincorrere i rispettivi permessi richiesti dal paese di cura)". Per il resto, va anche rammentato che la giurisprudenza di questo Tribunale ha già avuto modo di qualificare privo di rilievo il fatto che la decisione, riconoscibile esternamente, di trasferire altrove il domicilio sia stata imposta dalle circostanze, segnatamente dall'impossibilità economica di mantenere la dimora in un determinato luogo (DTF 127 V 237 consid. 2c pag. 240). 4.4 In tali condizioni, il mantenimento del domicilio svizzero da parte dell'assicurato durante il periodo di cura all'estero appare più che dubbio. La questione non necessita comunque di ulteriori approfondimenti, in quanto, in un caso come nell'altro, l'esito del gravame non muterebbe. Infatti anche se l'assicurato dovesse avere trasferito il proprio domicilio all'estero, come sembrerebbe, egli potrebbe comunque, per le considerazioni che seguono, beneficiare dell'esenzione dall'adempimento del periodo di contribuzione di cui all'art. 14 cpv. 1 lett. b LADI. Per le stesse ragioni non occorre nemmeno esaminare ulteriormente l'osservazione del seco, secondo cui la condizione di domicilio (peraltro definita in modo identico nelle tre versioni linguistiche, la legge facendo capo ai termini di "Wohnsitz", rispettivamente di "personnes domiciliées") posta da quest'ultimo disposto in realtà configurerebbe una semplice condizione di residenza effettiva."

E. 2.8

Nell'evenienza concreta dagli atti emerge che RI 1, originario di _____ (Canton _____, cfr. doc. V/8), è stato arrestato in _____, dove è stato detenuto dal _____ nel _____ (doc. VI), per poi essere trasferito a _____ (Canton _____) dal _____ (allegato al doc. 1). L'UAM rifiuta di accordare il sussidio all'insorgente, ed anzi ritiene che sia stato un errore concederglielo negli anni passati, poiché l'interessato non sarebbe mai stato domiciliato in Ticino, considerato che a norma dell'art. 26 CC la dimora in un luogo definito per scontare una pena non costituisce domicilio (doc. III). L'autorità cantonale rileva in particolare che l'insorgente al momento dell'arresto era solo di passaggio nel nostro Cantone e che ha soggiornato nel carcere _____ per espiare una pena. Dalle informazioni raccolte emergerebbe inoltre che RI 1 non ha alcun domicilio in nessun altro Cantone svizzero, poiché, fino al giorno dell'arresto, sarebbe stato assente da diversi anni dal territorio elvetico (doc. III e 8). Infine, in seguito al suo trasferimento nel _____, non vi sarebbero più legami con il Ticino. 2.9. Questo Tribunale ritiene che la tesi dell'UAM, sulla base della documentazione attualmente contenuta nell'incarto, non può essere fatta propria dal TCA. Innanzitutto la circostanza che l'interessato prima di essere arrestato in _____ soggiornava all'estero, non aveva alcun altro domicilio in Svizzera ed è stato detenuto presso un _____, tenderebbe semmai a far ritenere la costituzione di un domicilio nel nostro Cantone. Infatti il citato art. 24 cpv. 2 CC (cfr. consid. 2.3), prevede, che si considera come domicilio di una persona il luogo ove dimora, quando non possa essere provato un domicilio precedente o quando essa abbia abbandonato il suo domicilio all'estero senza averne stabilito un altro nella Svizzera. Ciò sembra essere il caso nella fattispecie. Del resto il ricorrente afferma che sin dal

_____ l'Ufficio di _____ è intervenuto aiutandolo tramite il versamento di numerose prestazioni sociali. Dagli atti si evince in particolare che nel 2003 l'insorgente si è visto garantire il pagamento del contributo minimo AVS dall' _____ (di seguito: _____, doc. V/3), nonché degli oneri assicurativi (premi, partecipazioni, franchigia, doc. V/4). Il 17 gennaio 2007 l' _____ (di seguito: _____) ha scritto al ricorrente ricordandogli che con effetto al 31.12.2006 “ cessa il rapporto assicurativo quale assicurato nella categoria: persona che non esercita attività lucrativa ” a motivo del compimento dei _____ (doc. V/6, cfr. anche doc. V/7). Inoltre, l' _____ il 24 settembre 2008 ha scritto all' _____ rilevando che: " (...) il nostro Ufficio segue il signor RI 1, attualmente in esecuzione di pena presso il _____ di _____. Presso il suo Ufficio era aperta una pratica assistenziale gestita dalla signora _____, il signor RI 1 ha beneficiato dei sussidi per la cassa malata e i contributi minimi dell'AVS fino al compimento dei _____. Durante tutti questi anni ha pure beneficiato del sussidio dell'assicurazione malattia, orbene in data 28 agosto 2008 l' _____ ha deciso di non concedere più tali sussidi siccome, secondo loro, l'interessato non è più domiciliato nel nostro Cantone. Le chiediamo gentilmente se tramite il vostro incarto è possibile risalire all'effettivo domicilio del nostro utente.” (doc. V/5) Ora, di regola sono assicurati all'AVS le persone fisiche domiciliate in Svizzera e quelle che esercitano un'attività lucrativa in Svizzera (art. 1a cpv. 1 lett. a e b LAVS). Va poi considerato che per poter beneficiare del sussidio per il pagamento dei premi dell'assicurazione sociale delle cure medico-sanitarie di base, occorre essere affiliati ad una Cassa malati svizzera, alla quale, di regola, ci si assicura se si ha il domicilio in Svizzera (cfr. art. 3 LAMal). Infine va evidenziato che il passaporto _____ del ricorrente è stato rilasciato dall' _____ di _____ (doc. V/8).

2.10. Sulla base degli elementi sopra citati ed in particolare dell'art. 24 cpv. 2 CC non si può dunque escludere la costituzione di un domicilio in Ticino. Spetterà tuttavia all'UAM, al quale l'incarto va rinviato, stabilire dove l'interessato si è domiciliato con l'entrata in Svizzera. L'autorità cantonale dovrà accertare innanzitutto da quando e dove l'insorgente è stato affiliato in Svizzera per il pagamento dei contributi sociali e presso un assicuratore malattie riconosciuto, per quale motivo si è assicurato in Svizzera e chi lo ha affiliato. L'amministrazione dovrà inoltre indagare il motivo per il quale, durante questi anni, l'insorgente ha beneficiato del sussidio per il pagamento del premio dell'assicurazione obbligatoria delle cure medico-sanitarie nel nostro Cantone, il quale, per il tramite dell' _____ si è fatto carico anche degli altri oneri assicurativi (AVS, franchigia LAMal, ecc.). Dopo aver stabilito, in base ai sopra citati elementi, dove l'assicurato è stato domiciliato in questi anni, l'UAM dovrà accertare per quale motivo RI 1 è stato trasferito nel _____ del _____, e meglio se lo spostamento è avvenuto su richiesta dell'insorgente oppure per volontà di terzi. Infatti, di principio in virtù dell'art. 26 CC il collocamento in un istituto di pena non costituisce domicilio. Per cui, il semplice trasferimento dal _____ a _____ non modifica il luogo di domicilio. Tuttavia, la presunzione posta dall'art. 26 CC può essere rovesciata (cfr. DTF 134 V 236 consid. 2.1: “ présomption réfragable ”). L'Alta Corte ha in particolare evidenziato che “ Lors du placement dans un établissement par des tiers, on devra donc exclure régulièrement la création d'un domicile à cet endroit, l'installation dans l'établissement relevant de la volonté de tiers et non de celle de l'intéressé. Il en va en revanche autrement lorsqu'une personne majeure et capable de discernement décide de son plein gré, c'est-à-dire librement et volontairement, d'entrer dans un établissement pour une durée illimitée et choisit par ailleurs librement l'établissement ainsi que le lieu de séjour.

Dans la mesure où, lors de l'entrée dans un établissement qui survient dans ces circonstances, le centre de l'existence est déplacé en ce lieu, un nouveau domicile y est constitué. Sulla base delle sopra citate considerazioni spetterà all'UAM stabilire dove RI 1 è domiciliato nel 2008 e se incombe all'autorità ticinese o a quella _____ intervenire per il pagamento del sussidio dell'assicurazione di base delle cure medico-sanitarie. A questo proposito l'UAM, se continuerà a ritenere che l'assicurato non è domiciliato in Ticino, dovrà permettere alla competente autorità del Canton _____ di esprimersi in merito. Alla luce di tutto quanto appena esposto, il ricorso va accolto, la decisione su reclamo impugnata va annullata e l'incarto va trasmesso all'UAM per ulteriori accertamenti conformemente ai considerandi.

E. 3

a) Die Vorinstanz hat im Wesentlichen erwogen, die Beschwerdegegnerin habe seit ihrer Einreise am 24. Juni 1996 Wohnsitz in der Schweiz und erfülle, da sie sich bei der Einwohnerkontrolle angemeldet habe und im Besitze einer Aufenthaltsbewilligung sei, auch die bei Ausländern zusätzlich erforderlichen Voraussetzungen gemäss Art. 1 Abs. 2 lit. a KVV. Gemäss Art. 5 Abs. 1 KVG nehme die Versicherung daher am 24. Juni 1996 ihren Anfang. Demgegenüber will die SWICA erst ab dem Datum des gemeldeten Aufenthaltes, d.h. ab 29. August 1996, Versicherungsschutz gewähren, wofür sie sich auf Art. 7 Abs. 1 KVV in Verbindung mit Art. 1 Abs. 2 lit. a KVV beruft. b) Nach der eingangs dargestellten Rechtslage erstreckt sich das Versicherungsobligatorium nicht nur auf die Personen mit Wohnsitz in der Schweiz (Art. 3 Abs. 1 KVG), sondern auch auf Personen, welche diese Voraussetzung nicht erfüllen, jedoch vom Bundesrat gestützt auf Art. 3 Abs. 3 KVG der Versicherungspflicht unterstellt worden sind, so namentlich auf Ausländer und Ausländerinnen mit einer Niederlassungsbewilligung oder einer mindestens drei Monate gültigen Aufenthaltsbewilligung (Art. 1 Abs. 2 lit. a KVV). Zwischen diesen beiden Versichertenkategorien unterscheidet die Gesetzgebung über die Krankenversicherung nicht nur bei der Versicherungspflicht, sondern auch beim Versicherungsbeginn, indem sie im Falle rechtzeitigen Beitritts bei ersterer die Wohnsitznahme (Art. 5 Abs. 1 Satz 1 KVG) und bei letzterer den der zuständigen Stelle gemeldeten Wohnsitz oder Aufenthalt (Art. 5 Abs. 1 Satz 2 KVG in Verbindung mit Art. 7 Abs. 1 KVV) als massgebend bezeichnet. Nach den zutreffenden Ausführungen im angefochtenen Entscheid hat die Beschwerdegegnerin ungeachtet des Umstandes, dass ihr die Aufenthaltsbewilligung B erst für die Zeit ab 29. August 1996 erteilt worden ist, seit dem 24. Juni 1996 zivilrechtlichen Wohnsitz in der Schweiz, weil sie sich seit diesem Datum mit der Absicht dauernden Verbleibens hier aufhält. Allein auf Grund ihres schweizerischen Wohnsitzes untersteht sie gemäss Art. 3 Abs. 1 KVG der Versicherungspflicht. Indem sie am 25. Juni 1996 das Beitrittsgesuch gestellt hat, hat sie sich innert der gesetzlich vorgesehenen dreimonatigen Frist seit Wohnsitznahme und damit rechtzeitig versichert (Art. 3 Abs. 1 KVG). Ihr Versicherungsschutz beginnt daher im Zeitpunkt des Eintritts der Versicherungspflicht, d.h. am 24. Juni 1996, und die SWICA hat rückwirkend ab diesem Zeitpunkt die Krankheitskosten zu decken (Art. 5 Abs. 1 Satz 1 KVG). Daran vermögen die von der SWICA für ihren gegenteiligen Standpunkt angerufenen Verordnungsbestimmungen (Art. 1 Abs. 2 lit. a und Art. 7 Abs. 1 KVV) nichts zu ändern, da sie nur die Kategorie der nicht bereits auf Grund ihres Wohnsitzes obligatorisch versicherten Personen erfassen (Art. 3 Abs. 3 KVG) und deshalb vorliegend keine Anwendung finden." 2.5. Il Tribunale federale, nell'ambito dell'assicurazione per l'invalidità, con sentenza 9C_100/2007 del 14 aprile 2008, pubblicata in DTF 134 V 236 (= SVR 2008, IV Nr. 50, pag. 165), il Tribunale

federale ha accolto il ricorso di un'assicurata affetta da epilessia, disturbi di sviluppo e limitazione dell'intelligenza, nonché incapace di lavorare, residente in un istituto in Svizzera e affiliata come persona senza attività lucrativa presso la Cassa cantonale vodese di compensazione, alla quale era stata negata un rendita di invalidità dell'AI sia ordinaria, poiché non adempiva le relative condizioni, che straordinaria, per difetto di domicilio in Svizzera. La nostra Massima Istanza ha affermato: " (...) le point litigieux déterminant est celui de savoir si la recourante est domiciliée en Suisse au sens des art. 23 ss CC (par renvoi de l'art. 13 LPGA [RS 830.1] en relation avec les art. 39 LAI et 42 LAVS).

E. 3.3

Im hier zu beurteilenden Fall mag offenbleiben, ob das Heim Z. eine Anstalt im Sinne von Art. 26 ZGB ist oder nicht (vgl. dazu BGE 127 V 237 E. 2b am Anfang und am Ende sowie E. 2c am Ende S. 239 ff.). Wenn die Frage zu bejahen wäre, müsste jedenfalls die gesetzliche Vermutung, wonach der Lebensmittelpunkt von S. nicht an den Ort des Invalidenwohnheims übergegangen sei, als widerlegt gelten: Die angeführte Aktenlage lässt nämlich einzig den Schluss zu, dass sich der Versicherte freiwillig und eigenverantwortlich für einen unbefristeten Aufenthalt im Heim Z. entschieden hat. Entgegen der Auffassung der Beschwerde führenden Stadt X. ändert daran der äussere Umstand nichts, dass "es mindestens in der Deutschschweiz keine andere vergleichbare Einrichtung gibt" (E. 3.1 hievore am Ende). Des Weiteren muss aufgrund der erkennbaren Gegebenheiten gefolgert werden, dass der Mittelpunkt der Lebensinteressen von S. spätestens mit der im September 2004 rechtskräftig gewordenen Ehescheidung in das Heim Z. verlegt worden ist und damit in X. ein neuer Wohnsitz begründet wurde. Dass der Versicherte in dieser Stadt bloss "als Wochenaufenthalter gemeldet" ist, führt - entgegen der in der Verwaltungsgerichtsbeschwerde vertretenen Auffassung - zu keiner anderen Betrachtungsweise, weil für den zivilrechtlichen Wohnsitz nicht massgebend ist, wo eine Person angemeldet ist und ihre Schriften hinterlegt hat (BGE 127 V 237 E. 2c S. 241). Was den Einwand der Beschwerdeführerin anbelangt, die geltende gesetzliche Regelung benachteilige die Standortgemeinden von Institutionen zur Betreuung und Pflege Invaliden, ist auf BGE 127 V 237 E. 2d am Ende S. 242 zu verweisen, wo das frühere Eidgenössische Versicherungsgericht in vergleichbarem Zusammenhang festhielt, es bleibe Sache des Gesetzgebers, Abhilfe zu schaffen und gegebenenfalls ergänzungsleistungsrechtlich eine vom zivilrechtlichen Wohnsitz abweichende Lösung vorzusehen. "Da notare che la recente revisione della LPC, adottata in seguito all'entrata in vigore della legislazione esecutiva della nuova impostazione della perequazione finanziaria e della ripartizione dei compiti tra Confederazione e Cantoni (NPC), ha stabilito che il soggiorno in un istituto, in un ospedale o in un altro stabilimento e il collocamento in una famiglia, a fini assistenziali, di una persona maggiorenne o interdetta disposto dall'autorità o deciso in ambito tutorio, non fondano una nuova competenza (nuovo art. 21 cpv. 1 seconda frase LPC, in vigore dal 1° gennaio 2008). Lo stesso criterio vale in materia di assistenza sociale (cfr. inc. 42.2008.10 del 20 novembre 2008).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.